

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Mars 2025



Théâtre pour la paix

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : +257 22258448

+257 22278077

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

EIRENE 

En partenariat avec :

La Maison de la Presse



Bujumbura, Burundi

maisondelapresseburundi@gmail.com

Tél : +257 22218759

www.mpb.org.bi

Facebook : Maison de la Presse du Burundi

**Association burundaise
des Femmes
Journalistes (AFJO)**



afjo2017@yahoo.com

http://www.afjo.org.bi/

https://www.facebook.com/associationburundaisedesfemmesjournalistes/

Tél : +257 76511632

CHIRO-Burundi

Tél : +257 22404351

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



**Femmes Artisanes de
la Paix (FAP)**

faprdc@gmail.com

www.facebook.com/fap.rdc



Projet d' EIRENE Grands Lacs au Burundi :

Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR I)

Ville de Gitega, Q.Musinzira (ECOSO)

Avenue de l'Hôpital, N°18

Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ



Impression :

Groupe de Presse IWACU

Editorial

2025 vient à peine de commencer, et déjà avec son cortège macabre d'insécurité grandissante dans le Kivu, où des milliers de personnes sont mortes, déplacées ou réfugiées, parfois dans des conditions précaires et sans le strict minimum pour survivre, ou dans les brousses, dans les montagnes, les villes et les villages. Parfois, l'Homme créé à l'image de Dieu peut se comporter de la pire des façons, oubliant que c'est Dieu qui donne la vie, et que comme tel, devrait être le seul, souverain sur ces vies. La violence ne fait que des victimes. La violence ne sera pas vaincue par une violence opposée. Et si la violence vient du cœur de l'Homme, c'est le cœur de l'Homme qu'il faut guérir.

A EIRENE, notre crédo c'est « La Non-Violence au Service de la Paix ». Notre cri de cœur pour les Grands Lacs pendant cette période difficile, c'est qu'aucune guerre, aussi petite ou locale soit-elle, ne peut irriguer des perspectives de paix durable. Les guerres passent, mais les traces et les séquelles demeurent, douloureuses.

EIRENE se voit comme partie intégrale du cadre du mouvement mondial de la paix et invite tout le monde à se joindre au service de la justice, la paix, la non-violence et l'intégrité de la création.

A travers les théâtres participatifs animées par les structures locales de paix, l'encadrement des journalistes, les questions de Violences basées sur le Genre (VBG), le renforcement de capacités pour une gestion non violente de conflits et de cohésion sociale, les initiatives rurales, etc. sous la mise en œuvre des projets Amahoro 2, Tuvumiliane, Medias, Paix et Genre, Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales financées par le BMZ, les différents efforts se



conjuguent progressivement dans les zones d'interventions, afin de contribuer (i) à la consolidation de la paix au Burundi et dans le sud Kivu, (ii) améliorer les revenus locaux, (iii) promouvoir l'unité et la paix entre les jeunes, les femmes et les hommes au sein de leurs communautés locales.

C'est cette collaboration agissante entre les organisations partenaires et EIRENE qui permettra de développer un partenariat durable au bénéfice des communautés locales, à l'exemple des organisations partenaires de EIRENE au Niger qui viennent de fêter avec EIRENE Sahel cinquante années de coopération réussie au Niger. Nous devons nous aussi, pour y arriver, examiner et développer entre nous un partenariat sensible au pouvoir, qui pourra à terme nous permettre de mieux grandir ensemble dans nos organisations respectives.

A toutes et à tous, EIRENE souhaite de tous ses vœux une accalmie pour ce qui se passe, et que la paix de Dieu, qui surpasse toute intelligence, remplisse les différents cœurs et fasse exprimer les divergences de façon paisible, sans violence.

**Tao Goulah Vairoukoye,
Coordinateur d'EIRENE GL**

SOMMAIRE

Le théâtre participatif, instrument pour le changement

Gaspard Ndikumazambo,
Claus Schrowange



4-5

La longévité du partenariat au Niger

Jean Claude Ndarama,
Georges Flora Ngoumu Mveng



6-7

Les Chiros appelés à cimenter l'unité

Septime Gashasha,
Thibault Morelle



8-9

Les femmes journalistes des Grands Lacs unissent leurs voix

Yolande Nintunze,
Claus Schrowange



10-11

Kavimvira, quand l'assainissement rime avec réconciliation et vivre-ensemble

Maluxe Malumbe Mmangwa, Dorcas Salima Kabasha,
Michael Odhiambo



12-13

La vente des brochettes grâce à la couture

Live Irakoze, Pierre Gahungu



13-14

Le théâtre participatif, instrument pour le changement

Le théâtre participatif est l'une des approches du projet « Médias, Paix et Genre » initié depuis 2016 pour résoudre les conflits communautaires et développer l'image et les droits de la femme. Une pièce théâtrale est jouée en public et après la présentation, les spectateurs échangent avec les acteurs sur des faits vus, et quelque fois les spectateurs entrent sur scène pour cultiver les bases du changement voulu.



Présentation du théâtre à Birohe

« Birohe sera bientôt un quartier de la prochaine Mairie de Gitega, mais les femmes ne sont pas éveillées pour prendre le leadership. Mais espérons quand même, la plupart d'entre elles commencent à adhérer dans des associations et on voit que l'on commence à voir claire. »

C'est un regret mais aussi un espoir d'Innocent Hatungimana, Chef de colline de Birohe, dans la commune de Gitega, à la périphérie est de la ville, capitale politique du Burundi située au centre du pays.

C'est dans ce même quartier où, selon les sources locales, tous les fléaux de la coulisse urbaine ont fait bon ménage avec les habitants. Innocent Hatungimana, chef de colline le dit bien. « Toutes les sortes de drogues se vendent et se consomment ici, les débits des boissons prohibées sont légion, la prostitution, la polygamie, toutes les sortes de violences faites aux femmes etc. Bref, un centre qui depuis longtemps semble échapper à l'œil de l'administration. »

Un après-midi du mois d'octobre, sous l'ombre du soleil couchant, les artistes acteurs de la troupe théâtrale « Bungabunga Amahoro » se retrouvent face à un public impatient. « Pourquoi la foule ? Qu'est-ce qui va se passer

ici ? Pourquoi ces intrus ? », murmure la foule, hommes et femmes devant les bistrotts et boutiques de la banlieue. Dans une allégresse de fierté de jouer dans la rue, les dix Chiros, membres de la troupe Bungabunga Amahoro du diocèse de Gitega commencent à ranger les nattes, tapis de fortune qui leur sert de parterre pendant le spectacle.

Dans la rue poussiéreuse le spectacle va commencer dans un instant. La foule encercle la troupe qui se prépare davantage, en haut de la route, une voix sort de la foulée. Une autorité envoyée par le chef de colline ordonne. « Eh, dites aux mototaxis de passer en arrière, et à ceux qui jouent de la musique, veuillez éteindre pour que l'on puisse entendre ». L'ordre est rétabli. Un silence impatient se rompt par un mot d'accueil.

La troupe Bungabunga Amahoro, un remède bien dosé au chevet de Birohe

Innocent Hatungimana est chef de colline, depuis qu'il a été investi par l'administration de la colline aux comportements pathétiques. Selon son témoignage, il a toujours rêvé de la redresser à la ligne de développement social en l'encadrant sur tous les plans. L'ambition a donc trouvé

son orientation par la formation qu'il a subie de la part de CHIRO-Burundi à la fin du mois de septembre 2024, une formation basée sur la collaboration entre les chiros et l'administration locale pour le changement social des communautés. C'est alors qu'il propose à CHIRO-Burundi d'accorder un temps de passage de la troupe Bungabunga Amahoro pour l'aider à redresser socialement cette partie de la colline en mal de sécurité sociale.

« *Tout a été planifié* », nous a révélé Oscar Mbonerane, Animateur Diocésain de CHIRO-Burundi à Gitega, au moment des répétitions organisées dans la salle de spectacles de CHIRO-Burundi sise tout près de la paroisse de Mushasha. « *Sa présence dans la séance de formation a facilité d'abord notre contact à ce propos et partagé la vue commune de ce que la troupe théâtrale Bungabunga Amahoro peut faire. Je lui ai montré qu'au bilan de la l'action d'un théâtre participatif, les communautés ont changé dans plusieurs paroisses* » nous a témoigné encore Oscar Mbonerane.

La lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre et la participation de la femme aux élections, la vérité dans le jeu participatif

C'est Diane Munezero, l'actrice dans la troupe Bungabunga Amahoro et qui habite la banlieue qui, avec Déogratias Ntakarutimana, metteur en scène et modérateur dans le théâtre, ont monté le projet de répondre à la sollicitation du responsable administratif de Birohe. Diane Munezero nous prouve que le changement de comportement attendu ne peut être atteint que par l'émergence des femmes responsables dans cette communauté. « *Moi j'habite ici, je connais pas mal de femmes et d'hommes au comportement difficile à redresser. C'est pour cette raison que la pièce de théâtre à y adapter pour agir sur le changement devra nécessairement impliquer la simulation d'émergence d'un leader féminin* ».

Une petite réunion s'organise quelques jours avant le spectacle pour adopter la stratégie. « *Croiser les scènes de deux pièces à leur disposition à savoir Biraturaba qui parle de la lutte contre des violences domestiques et Ibendera ryacu qui incite les femmes à la participation aux élections sont admises ensemble pour produire assez d'impact* », nous dira Diane Munezero après la réunion et les répétitions commencent conformément aux pièces de théâtre croisées.



Participation du public lors du théâtre

Sur le terrain à Birohe, la pièce de 30 minutes montre une femme maltraitée par son mari, des cas de consommation de drogue, de formation de gangsters qui tuent, bref, tous les comportements pathétiques dont souffre la localité de Birohe. Les acteurs dans leur rôle illustrent les mauvais comportements. Et à la fin, le jeu d'interactivité change de camp et chaque spectateur y trouve son compte. Et des témoignages fusent de partout pour choisir de bons comportements à adopter selon les acteurs.

Kwizera Bénigne, une des femmes présentes n'hésite pas à livrer sa vie de tous les jours en des termes crus au vu d'un acteur mélancolique envers sa femme et ses enfants. « *C'est vraiment l'image de mon mari. Il m'a répudié de cette façon alors que j'avais un bébé d'une semaine et je vis en errance pour le moment* ». Son mari était là, dans la foule et assistait dans la stupéfaction comme les autres, selon une source sur place.

Quatre mois après, Innocent Hatungimana, Chef de colline Birohe nous a témoigné du changement perceptible dans les ménages car des séances de renforcement de la sensibilisation pour l'intérêt de la cohésion domestique ont suivi. Dans le partage des rôles, Nibigira Yvette, une des conseillères élues a pris aussi en main la sensibilisation des femmes pour se faire élire en août 2025, et elle se base toujours sur les leçons tirées de l'interactivité issue du théâtre. Et sur ce point, affirme-elle consciente du relèvement, que les femmes vont tout faire pour se faire élire.

Depuis 2016, neuf pièces de théâtre ont été déjà montées par Bungabunga Amahoro. Le théâtre participatif constitue un instrument clé de communication de base pour le changement de comportement communautaire dans tout le diocèse de Gitega.

Gaspard Ndikumazambo, Chef de projet Médias, Paix et Genre

Claus Schrowange, ATP, projet Médias, Paix et Genre

La longévité du partenariat au Niger

Dans le cadre du Service Civil pour la Paix, EIRENE organise depuis 2008 alternativement au Sahel et dans la région des Grands Lacs des rencontres biannuelles entre tous les partenaires pour des échanges sur le travail de paix. Ces rencontres panafricaines s'inscrivent entre autres dans la logique d'échanges entre EIRENE et ses partenaires sur le partenariat en soi, les thématiques stratégiques, les approches et le suivi - évaluation.

La huitième session des échanges panafricaine s'est tenue dans les locaux de Ténééré Hôtel à Niamey du 30 septembre au 04 octobre 2024, visant les objectifs suivants : (1) Partager et échanger sur les approches de travail du service civil pour la paix des régions avec focus sur des innovations inspirantes pour la suite ; (2) Echanger sur le lien entre contexte de fragilité et transformation positive des conflits dans la gestion des « ressources extractives et naturelles » ; (3) Aborder le concept de partenariat sensible au pouvoir dans la coopération avec EIRENE ; et (4) Commémorer les 50 ans de présence d'EIRENE au Niger.

Les représentants de la Coordination régionale d'EIRENE Grands lacs ont participé à cette rencontre où elles ont eu à partager différentes expériences de mise en œuvre des programmes et projets de deux régions. Il s'agissait de 12 personnes représentant la coordination des Grands Lacs, 27 de la région du Sahel et 03 participants du siège d'EIRENE en Allemagne.

Quelques témoignages des participants

Pour Daniel Djedouboum, chargé de programmes du Sahel et du Mali au niveau du siège d'EIRENE en Allemagne, « une telle rencontre est souvent nécessaire pour acquérir de nouvelles idées. Connaissant les deux régions, je ne peux plaider qu'il y ait plus d'échanges entre les deux. »

En dehors du fait que chacune des organisations était partie avec ses expériences à partager aux collègues du Sahel, d'autres expériences ont été acquises par les organisations des Grands Lacs.



Lors de la rencontre panafricaine

Les participants chargés du projet Médias, Paix et Genre (MPG) au niveau de l'Association des Femmes Journalistes (AFJO) et de la Maison de la Presse du Burundi (MPB) étaient intéressés à réfléchir sur les améliorations à apporter à « l'approche Formation in situ » utilisée au Sahel comme aux Grands Lacs. Selon Agathonique Barakukuza, ancienne cheffe du projet MPG pour le compte de l'AFJO, « la différence d'application de cette approche entre les deux régions, c'est le fait que notre approche coaching in situ soit fait par des journalistes qui travaillent dans la province-même du média partenaire. Cela apporte une valeur ajoutée en termes d'efficacité et d'efficience. Que d'une part, le coach maîtrise le milieu de travail, et d'autre part, il est géographiquement proche, réduisant le coût de sa prise en charge pendant le coaching. »

Pour Agathonique, il serait aussi intéressant d'intégrer l'évaluation préalable du niveau des journalistes à former sur le JSC (Journalisme Sensible au Conflit) et JSG (Journalisme Sensible au Genre) avant leurs formations pour mieux catégoriser la matière adéquate et aussi assurer le suivi de la formation.

Septime Gashasha, chef de projet Amahoro 2 de CHIRO-Burundi, a été marqué par trois approches : (i) les cercles d'écoute pour la prise en charge des cas des VBG (violences basées sur le genre) au niveau des écoles présentées par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix au Burkina Faso (WANEP-Burkina Faso), (ii) la promotion de la paix en milieu scolaire à travers les jeux coopératifs présenté par le Réseau Nigérien pour la gestion non violente des conflits et (iii) les pratiques du dialogue intercommunautaire pour la paix et la réconciliation utilisés au Mali. « Je crois que ces approches sont applicables par notre projet. En tout cas j'ai eu l'inspiration et je vais essayer d'inclure certains éléments dans notre projet. »



Célébration de 50 années d'EIRENE au Niger

Selon Maluxe Malumbe Mmangwa, Chef de projet de l'organisation Femmes Artisanas de la Paix (FAP) en République Démocratique du Congo, « *les approches innovantes et participatives pour la construction de la paix au Sahel reflètent une réponse adaptée à la complexité des conflits locaux, souvent exacerbés par des dynamiques communautaires, des problèmes de gouvernance et des crises climatiques* ». Pour lui, ces approches encouragent la participation communautaire, le leadership des jeunes et l'intégration des dimensions culturelles dans les initiatives de paix. En combinant la construction de la paix avec les actions pour le développement socio-économiques et la résilience climatique, les interventions se révèlent plus durables et inclusives.

Qu'est ce qui justifie la longévité partenariale d'EIRENE Niger ?

La commémoration de 50 ans de présence d'EIRENE au Niger a été marquée par l'historique depuis le contexte de l'arrivée et l'installation d'EIRENE au Niger, mais surtout des grands succès réalisés en matière de travail sur l'éducation à la paix et le développement durable, illustrés par les témoignages des organisations et associations/coopératives locales bénéficiaires (structures). Selon Mari Puchon chargé de programme gouvernance locale et démocratie locale au sein de l'ONG Karkara : « *Karkara est en partenariat avec EIRENE depuis 1999 soit 25 ans. Ensemble, nous avons évolué dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale à travers une approche de gestion transparente, inclusive et non violente des ressources naturelles.* » De plus, le projet a comme objectif d'investir sur le capital humain qui s'en approprie, de sensibiliser sur le devenir respectueux des droits humains, de résister aux manipulations et enfin de gérer de façon responsable son environnement.

Quant à l'appréciation positive de Boniface Cissé, Coordinateur d'EIRENE Sahel, cette longévité se justifie par les stratégies utilisées par la coordination du programme qui consiste en l'usage de l'approche partenariale basée sur la responsabilisation des organisations engagées, car dit-il, « *le partenariat est comme un mariage, qui connaît des hauts et des bas* ». Boniface ajoute qu'ils ont choisi les partenaires qui éprouvent des besoins d'accompagnement et d'encadrement, autrement dit qui sont prêts à coopérer. Ceci est renforcé par le développement de l'écoute du partenaire et surtout dans l'optique de réaliser des succès.

Daniel Djedouboum le chargé des programmes du Sahel et du Mali au niveau du siège d'EIRENE en Allemagne et quant à lui, précise que la pérennité du partenariat est justifiée par le dialogue, la confiance et la sincérité. Il s'explique aussi par le fait que la majorité du groupe cible s'engage pour soi-même selon toujours Daniel Djedouboum. Comme témoignage, il cite la caisse d'épargne. « *Les opportunités sont là et il faut savoir les valoriser. Si les choses ne se disent pas comme il se doit, alors il peut se développer autre chose* ».

Tao Goulah Vairoukoye, Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs et qui a travaillé au Sahel témoigne que « *cette longévité du partenariat réside aussi dans le fait que les organisations partenaires reconnaissent que EIRENE n'apporte qu'un appui aux actions propres des organisations partenaires pour booster les changements qu'elles se sont elles-mêmes fixé d'apporter à la société dans laquelle elles sont établies.* » Il ajoute aussi que l'approche de renforcement des capacités des organisations partenaires dans leur développement organisationnel est un facteur valorisant pour les organisations dans la poursuite des partenariats, avec ou sans EIRENE.

Des leçons à capitaliser

Boniface Cissé et Augustin Cissé qui était facilitateur de la rencontre ont émis quelques idées. D'abord c'est la responsabilisation des organisations dans la mise en œuvre des projets. Il faut « *l'aide pour s'auto aider* ». Ensuite, il faut rester à l'écoute des partenaires et enfin il faut développer la dimension suivi-évaluation au niveau des partenaires pour augmenter l'impact.

Augustin Cissé propose d'identifier les organisations capables de grandir et de renforcer leurs capacités sur le plan organisationnel et institutionnel afin de rendre le partenariat stable.

Tous les participants sont revenus avec un bagage d'idées et d'impressions.

L'échange interculturel a eu des fruits. La prochaine rencontre panafricaine d'EIRENE est prévue en 2026 dans la région des Grands Lacs.

**Jean Claude Ndarama, Assistant de la Coordination
Georges Flora Ngoumu Mveng, ATP, EIRENE GL**

Les Chiros appelés à cimenter l'unité

Depuis 2015, le Mouvement CHIRO-Burundi se joint au monde entier pour célébrer la journée internationale dédiée à la paix. Plusieurs activités sont organisées en partenariat avec le gouvernement du Burundi. L'on note entre autre le défilé, des activités socio-culturelles de promotion de la paix, des messes d'action de grâce dédiées à la paix dans des diocèses, les danses folkloriques, le théâtre participatif et différentes communications des experts suivi d'échanges.



Défilé de CHIRO

Observée chaque année le 21 septembre, les festivités de l'édition de 2024 ont eu lieu à Bujumbura, dans la paroisse Saint-Michel. Différents moments ont marqué l'évènement comme le défilé, une messe d'action de grâce, le théâtre participatif et différents exposés.

Plusieurs acteurs étaient conviés à cet évènement tels que le comité exécutif du mouvement CHIRO-Burundi, les membres de la Coordination nationale du Mouvement, une centaine de membres chiros du diocèse de Bujumbura, des anciens du Mouvement, le Secrétaire Exécutif de la Commission Episcopale des Laïcs Famille-Vie (CELFOV), les représentants d'EIRENE Grands Lacs et des organisations partenaires burundaises telles que la Maison de la Presse du Burundi (MPB), l'Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO), l'association congolaise Femmes Artisanes de la Paix (FAP), ainsi que le représentant de la mairie de Bujumbura.

La cérémonie proprement dite a débuté par un défilé au rythme de la fanfare et auréolé des couleurs jaune-marron des membres du mouvement CHIRO. Un défilé qui a été fortement acclamé par la foule présente au stade de Gihanga à l'ouest de la capitale économique du Burundi, Bujumbura. La messe d'action de grâce qui a suivi

le défilé a été présidée par l'Abbé Savin Ndereyimana, secrétaire exécutif de la CELFOV. Son homélie s'est inspiré de l'Evangile selon Saint Mathieu, Chapitre 9 Verset 9-13.

Dans son interpellation aux chiros d'être de véritables bâtisseurs de la paix et de l'unité, l'Abbé Savin Ndereyimana a rappelé l'œuvre de Saint Mathieu : « Jésus appelait le publicain Matthieu pour en faire un apôtre » et « invite les Chiros à suivre l'exemple du Christ ». Il les a exhortés de suivre la voix de Jésus rassembleur, « qui a brisé la barrière entre les Grecs et les Israéliens d'une part et entre les hommes d'autre part ». A la fin de l'homélie, l'Abbé rappelle l'importance « d'enseigner l'unité dont parle Jésus dans nos familles respectives et chez les voisins ».

La célébration eucharistique fut suivie d'une série de chansons rythmées de l'équipe des musiciens Chiros qui se terminera dans la salle des festivités où différentes activités folkloriques étaient organisées. Des exposés différents et des danses traditionnelles par les groupes de danse de CHIRO furent présentés. Il y'avait aussi le théâtre participatif par des acteurs burundais et congolais. Une séance fortement appuyée sur le plan technique et organisationnel par le Projet Médias, Paix et Genre de la MPB et de l'AFJO dans le cadre de la cohabitation



Les acteurs congolais et burundais lors du théâtre participatif

pacifique entre les populations des pays limitrophes du Burundi.

Dans son allocution, le Dirigeant National de CHIRO-Burundi, Monsieur Emmanuel Ngendakuriyo a rappelé les raisons pour lesquelles cette journée internationale est célébrée par le Mouvement CHIRO. Une des raisons mises en avant est l'héritage du Christ qui appelle chacun d'entre nous à semer la paix partout où il est. Pour cela, il s'est référé au verset biblique de l'Évangile selon Luc. « La paix soit avec vous ! » (Lc 24, 35-45) et a rappelé que parmi les piliers fondateurs du Mouvement, « *le chiro est appelé à être un disciple d'amour, de justice et de paix en parole et en acte* » (Cf. Charte du Mouvement CHIRO N° 10).

Dans son discours, le représentant du maire de la ville de Bujumbura a rappelé l'identité des chiros, défini comme « ceux qui ne se lassent pas ». Autrement dit, qui ne cessent de suivre les pas du Christ, roi et faiseur de paix. Selon lui, les chiros en tant que disciples du Christ, sont appelés à répandre la paix dans leur communauté et dans tout le pays. Il a précisé que ce concept est souvent associé à la notion de développement et fait référence à l'ouvrage *Populorum Progressio* (26 mars 1967) du Pape Saint-Paul VI (1897-1978), pour qui, « le développement des peuples, conduit à une véritable paix ». Autrement dit, pour qu'un développement soit vrai, il se doit d'intégrer toutes les dimensions de l'homme et de la société. Il a justement invité les chiros à prendre les devants dans le développement de leur pays en s'inspirant des réflexions et de la pensée de cette œuvre.

D'une autre manière, le partenariat entre EIRENE Grands Lacs et le projet CHIRO-Amahoro, permet justement au Mouvement de s'engager plus efficacement, de manière inclusive, effective et durable dans la résolution pacifique des conflits au sein des communautés.

Son engagement en tant qu'acteur de paix, s'illustre à travers l'organisation de pièces de théâtre, de danses traditionnelles et d'émissions radiophoniques interactives. Le Centre Polyvalent des Jeunes pour la Paix (CPJP) à Gitega apporte également sa pierre à l'édifice en organisant des activités socioculturelles. Il joue un rôle conciliateur et fédérateur entre les membres des différents clubs de paix mis en place dans toutes les régions pastorales par le projet CHIRO-Amahoro.

Au niveau du partenariat, par l'intermédiaire du Coordinateur Régional d'EIRENE Grands Lacs, Tao Goulah Vairoukoye, la Coordination des organisations intervenant dans la région est très satisfaite de la contribution du Mouvement CHIRO-Burundi dans la mise en œuvre du programme intitulé « Les Femmes et les Hommes ensemble, organisés et engagés pour une paix juste et durable dans leur communauté » (FeHoPaCo). De plus, les anciens membres du mouvement qui ont gardé contact avec la structure, sont toujours des personnalités de référence pour les jeunes chiros qui les consultent régulièrement sur des questions relatives à la cohésion sociale, afin de devenir de véritables artisans de paix.

Septime Gashasha, Chef de Projet CHIRO Amahoro 2
Thibault Morelle, ATP, Projet CHIRO Amahoro 2

La Journée Mondiale de la Paix

Créée en 1981, cette célébration a lieu chaque année, le 21 septembre. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration et le Programme d'action pour une culture de paix. Cela inclut, le respect de la vie, des droits de l'homme, des libertés fondamentales ainsi que la promotion et le renforcement d'une culture de non-violence par l'éducation.

Cette journée permet de célébrer et promouvoir la paix dans le monde. Sa première cérémonie de célébration a eu lieu en 2002 au siège des Nations unies à New York. L'évènement fut rehaussé par le Secrétaire Général Koffi Annan. Il a fait sonner la cloche de la paix offerte par le Japon, suivie d'une minute de silence pour la paix à 12 heures, heure locale. Cette première célébration avait pour thème, « Promouvoir une culture de Paix ». Le mouvement CHIRO Burundi s'est associé à ce grand évènement mondial dont l'annualité reste observée jusqu'à ce jour.

Les femmes journalistes des Grands Lacs unissent leurs voix

Les leaders des associations de femmes journalistes du Burundi et de la République démocratique du Congo (Bukavu, Goma et Uvira) se sont réunies à Bujumbura les 17 et 18 Décembre 2024, pour échanger sur des défis et opportunités auxquels elles font face dans l'exercice de leur profession. Elles ont également débattu sur la place et l'image de la femme des médias. A l'issue de cette rencontre, elles ont commencé le processus de mise en place d'un réseau des femmes des médias des Grands Lacs et adopté une déclaration commune appelant à une meilleure protection et promotion de leur place et image.

Les femmes journalistes du Burundi et de la RDC sont souvent confrontées à des défis spécifiques : harcèlement sexuel, discriminations, menaces et violences physiques qui entravent leur travail et limitent leur liberté d'expression. En unissant leurs voix, elles sont déterminées à faire entendre leurs voix et à contribuer à un environnement médiatique plus juste et plus équitable.

Francine Ndiokubwayo, Représentante Légale de l'Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO), organisation hôte, a reconnu que, malgré des avancées significatives enregistrées en matière de promotion des droits des femmes, il y a une faible visibilité des femmes et filles dans les médias, que ce soit au niveau des personnes qui collectent, traitent et présentent les contenus médiatiques, ou au niveau personnes ressources ou sujettes de l'information. C'est dans ce contexte et avec le but de contribuer à améliorer le statut et l'image des femmes dans les contenus médiatiques que l'AFJO a organisé, en partenariat avec la Maison de la Presse du Burundi (MPB) et EIRENE Grands Lacs, à travers le projet Médias, Paix et Genre, cette rencontre d'échange.

Le Directeur Général des médias, Oscar Nzohabonayo, qui a représenté la ministre en charge des médias empêchée, a exprimé une volonté commune de redéfinir la place et l'image de la femme dans les médias et



Réunion des femmes journalistes

d'œuvrer pour une représentation plus juste et plus équitable. Il a brossé un tableau non flatteur du rôle de la femme dans les médias où sa représentation a été biaisée, stéréotypée et souvent limitée à des rôles secondaires. Et de déclarer qu'il est temps de changer cela afin de permettre à la femme d'être un miroir de la société et le gouvernement burundais est pour la promotion de l'équilibre genre dans les médias, en témoigne l'élaboration de la politique genre et la présence des points focaux genre dans les médias.

Les femmes dans les médias plus anonymes et rarement en position d'autorité

Décortiquant la situation de la femme prévalente dans médias au Burundi et en RDC, les présentatrices ont épinglé quelques caractéristiques de l'image de la femme dans les médias, en l'occurrence l'existence d'une division du travail implicite entre les hommes et les femmes, reproduisant les stéréotypes traditionnels du masculin et du féminin, aussi bien dans les différents services qu'au sein d'une même rubrique : aux hommes, les sujets d'envergure et d'enjeux plus forts, politiques, défenses, économiques, internationaux, le foot ou le rugby ; aux femmes, les sujets de société, de culturel et de la mode.

Dans sa présentation, Salomé Ndayishimiye a souligné que, la plupart des



Photo de groupe lors de la rencontre

contenus médiatiques présentent les femmes comme un personnage de seconde zone et non comme personnage principal. Elles occupent des positions passives tandis que les hommes sont impliqués directement dans le développement de l'histoire.

Barrières à la participation des femmes dans les médias

Gisèle Kahimbani de l'UCOFEM dit : « *L'absence de véritables politiques qui promeuvent les femmes et les filles dans les médias, la répartition des tâches domestiques qui ne laisse pas de répit à la femme/fille avec des obligations familiales réservées à la femme seule, la maintenance dans une position de faiblesse* ».

Les femmes sont peu nombreuses dans les administrations publiques et privées. Les journalistes se rabattent souvent sur des sujets « accessibles, chez les hommes » car disposant de peu de moyens pour trouver les femmes dans les coins reculés. Celles-ci n'auront donc pas l'occasion de s'exprimer

« *Je trouve que la Charte des médias sensibles au genre et le Code de conduite contre le harcèlement en milieu professionnel ne sont pas contraignants* » ajoute-elle.

Les femmes responsables invitées à promouvoir la femme dans les médias

Espérance Ndayizeye, présidente du CNC, dit que le rôle des femmes responsables des médias est essentiel pour construire un monde plus juste et égalitaire. En tant que modèles et porte-paroles, elles peuvent inspirer les générations futures et contribuer à un changement durable et le CNC ne ménagera aucun effort pour promouvoir un monde médiatique juste et équitable.

Prisca Bukaba de l'AFEM Bukavu trouve que les femmes responsables des médias peuvent jouer un rôle crucial en influençant le récit public et façonner les perceptions sociales.

« *La représentation des femmes de manière juste et diversifiée dans les médias, mettant en avant leurs réussites et*

leurs contributions à la société revient en grande partie aux directrices des organes de presse » dit-elle.

Pour Donat Niwivugire, Cheffe des programmes d'une télévision en ligne, émettant depuis Bujumbura, toute responsable des médias devrait veiller à ce qu'ils accordent une attention suffisante à la réussite politique, économique et social des femmes, proposant des contenus qui remettent en question les normes sociales et culturelles limitantes et à tous les niveaux de l'industrie des médias.

La rencontre permet donc d'identifier les pratiques discriminatoires et les causes derrière la sous-représentation de la femme dans les médias. « *La rencontre m'a ouvert les yeux pour me questionner sur l'état des lieux de la place et l'image de la femme dans le médium pour lequel je travaille et certainement cela va susciter des actions vers un changement positif de la situation* » dit-elle.

Salomé Ndayishimiye, directrice d'Indundi Culture compte sur ce réseau des femmes des Grands Lacs en cours de création qui va plaider en faveur de politiques publiques favorisant l'égalité des sexes et la protection des droits des femmes. Elle conclut que les femmes responsables des médias sont des actrices clés du changement social. En utilisant leur position pour promouvoir une vision plus équitable et inclusive, elles contribuent à créer un monde où les femmes jouissent de tous leurs droits et de toutes leurs opportunités.

Parlant de la déclaration commune qui a sanctionné les activités de la rencontre, Jeanne D'ARC Simbagoye se réjouit de cette étape qui engage les femmes des médias des Grands Lacs à se mettre en réseau pour échanger sur les défis de l'heure et partager les expériences et histoires de succès en vue de la promotion effective de la place et l'image de la femme dans les médias des Grands Lacs.

Yolande Nintunze, chargée du projet MPG/AFJO
Claus Schrowange, ATP, MPG

Seulement 28 femmes sont placées à la tête des médias contre 314 hommes au Burundi, selon les données de 2020

En RDC, les études d'AFEM de 2018 font état de 14% de femmes contre 86% d'hommes aux postes de directeurs/directrices radio ; 15% de femmes contre 85% d'hommes aux postes de chargés des programmes radio ; 12% de femmes contre 88% d'hommes aux postes de rédacteurs/rédactrices en chef ; 35% de femmes journalistes reporters contre 75% d'hommes. Ainsi, sur le plan aussi bien quantitatif que qualitatif, la présence et le positionnement des femmes et des hommes sont nettement déséquilibrés, la majorité des positions de pouvoir est occupée par la gent masculine.

Kavimvira, quand l'assainissement rime avec réconciliation et vivre-ensemble

Le Comité Local de Paix (CLP) de Kavimvira, avec le soutien de l'organisation « Femmes Artisanas de la Paix (FAP) », a organisé une journée de débouchage des caniveaux publics dans ce quartier. Sous le thème évocateur « Ensemble, assainissons notre environnement pour consolider la cohabitation pacifique », cette initiative avait pour but de réduire les tensions sociales causées par les inondations et de promouvoir un environnement plus propre et une meilleure entente entre les habitants.

Le quartier Kavimvira, situé à Uvira, subit de plein fouet les conséquences des saisons de pluie. Les caniveaux obstrués entraînent des inondations régulières qui détruisent des maisons, endommagent les infrastructures, inondent les marchés et aggravent les érosions. Ces catastrophes environnementales ne se limitent pas aux dégâts matériels : elles créent également des tensions sociales, les résidents se rejetant souvent la responsabilité des caniveaux bouchés.

« Les inondations ne choisissent pas leurs victimes. Elles touchent tout le monde, et pourtant, elles divisent le quartier. Les voisins se disputent pour savoir qui est responsable de l'entretien des caniveaux », explique Kamwemwe Patrice, secrétaire du quartier Kavimvira. « Ce débouchage est une réponse directe à ces défis. En unissant nos forces, nous avons prouvé qu'ensemble, nous pouvons résoudre ces problèmes et bâtir un avenir plus pacifique », ajoute-t-il.

Une action collective pour cimenter la paix

Cette journée de débouchage a rassemblé des femmes, des hommes, d'anciens protagonistes de conflits, des leaders locaux, des jeunes et d'autres membres de la communauté. Au-delà du nettoyage physique des caniveaux, cette activité a été une opportunité de renforcer la collaboration entre des groupes qui, par le passé, étaient divisés.

Pour Salumu Aziza Joséphine, membre active du CLP de Kavimvira, cette action dépasse l'assainissement. « Quand les inondations frappent, ce n'est pas seulement les biens matériels qui sont détruits, mais aussi les relations humaines. Cette journée de



Travaux de débouchage des caniveaux

débouchage nous a offert une chance de discuter, de travailler main dans la main et de trouver des solutions communes. Ce geste simple a ravivé la confiance entre nous », témoigne-t-elle.

Les femmes au premier plan

Les femmes ont joué un rôle important durant cette activité, notamment Anastazia Fatuma, cheffe d'avenue Kimbangu. En tête du débouchage, elle a inspiré d'autres femmes à s'impliquer activement. « Les femmes sont souvent les plus touchées par les inondations, car elles doivent miser entre les besoins de leurs familles et des conditions de vie dégradées », explique-t-elle. « En participant à ce débouchage, nous avons montré que nous sommes aussi des forces motrices du changement. Nous sommes reconnaissantes envers le CLP pour cette initiative. »

La réconciliation au cœur de l'action

Parmi les participants, des anciens protagonistes en conflits ont également profité de cette journée pour tourner la page sur leurs différends. Wilondja Kabwe, l'un des anciens adversaires, partage son expérience : « Après que le CLP nous ait réconciliés, la méfiance persistait encore entre nous. Mais aujourd'hui, en nettoyant ensemble, nous avons parlé longuement, et même échangé nos outils de travail. Ce débouchage n'a pas seulement débarrassé nos rues des déchets ; il a aussi allégé nos cœurs. » Son ancien opposant, Ali Habimana, se dit également touché par cette initiative : « Ces actions

simples, comme le nettoyage des caniveaux, montrent que nous pouvons vivre ensemble autrement. Elles nous donnent de l'espoir pour aborder d'autres défis communautaires de manière collective. »

Un modèle d'initiative communautaire

Ce débouchage des caniveaux à Kavimvira n'est pas une simple opération de nettoyage. Il symbolise un modèle d'initiative communautaire où l'assainissement devient un outil de construction de paix et de cohésion sociale. Grâce à la collaboration entre le CLP, les autorités locales et les résidents, cette activité a permis de réduire les risques d'inondations tout en réunissant les habitants autour d'un objectif commun.

« Nous avons prouvé qu'en travaillant ensemble, nous pouvons transformer des problèmes complexes en opportunités de rapprochement. Kavimvira est aujourd'hui un exemple de ce que l'unité et la résilience communautaire peuvent accomplir », conclut Patrice Kamwemwe.

Les habitants de Kavimvira ont montré que même face aux plus grands défis, des gestes simples peuvent être le point de départ d'une transformation durable et porteuse d'espoir. Cette initiative ouvre la voie à d'autres actions communautaires et renforce le vivre-ensemble dans le quartier.

Maluxe Malumbe Mwangwa, Chef du projet « Tuvumiliane »

Dorcas Salima Kabasha, Coordinatrice de FAP

Michael Odhiambo, Assistant Technique de Paix d'EIRENE-FAP

PROJET FAIR 1

La vente des brochettes grâce à la couture

Les membres de l'association Sagarara CHIRO de Yanza en commune Gishubi (province Gitega) encadrés par l'organisation partenaire CHIRO-Burundi réalisent des Activités Génératrices de Revenus (AGR) individuelles, en plus des AGR collectives. Certains pratiquent l'élevage de porcs ou de lapins, d'autres pratiquent la culture des choux. Ainsi l'association Sagarara et les autres associations partenaires du projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR 1) envisagent la pérennité des acquis.

Les 24 associations encadrées par le projet FAIR 1 depuis 2021 ont pu développer des micro-projets. Les associations réalisent des activités commerciales avec profit. Le projet n'a été qu'un déclencheur du mouvement et les bénéficiaires s'en approprient. Les associations sont aujourd'hui bien connues dans leur entourage. Elles sont aussi sur la voie de la transformation économique des ménages de leurs membres.

L'atelier de couture moderne de l'association Hindukira Wibaze de la Colline Muhande en Commune de Gishubi est devenu un véritable magasin de proximité incluant la vente de pagnes. Les demandeurs de services de couture et les acheteurs de pagnes n'ont plus besoin de parcourir de longues distances pour avoir ces produits.

Les membres de l'association Hindukira Wibaze enregistrent des performances dans l'atelier de couture entrepris comme activité collective génératrice de revenus à partir de laquelle ils se partagent les dividendes permettant à chaque membre d'initier sa propre Activité de Génératrice de Revenu (AGR). L'AGR individuelle entreprise rehausse le niveau du pouvoir d'achat au sein du ménage.

Rose Habonimana par exemple, une membre de l'association Rukundo, a décidé de préparer et vendre des brochettes. C'est un métier qui tranche complètement avec ceux exercés habituellement par les femmes. Sur un petit centre dit «Comabu», elle propose aux clients des brochettes qu'elle fait griller elle-même. « C'est un métier jadis réservé aux hommes, mais je montre que les femmes peuvent le faire aussi. J'ai réussi et cela doit inspirer des autres femmes », souligne-t-elle.

Son service est tellement irréprochable que sa popularité a déjà dépassé les limites du centre Comabu. Point n'est besoin de souligner sa contribution financière du ménage.

Les ménages profitent pour leur sécurité alimentaire et la cohésion sociale

Alfred Niyibitanga est membre de l'association Twiyunganyane. Il a bien réussi à aménager un étable à partir de son AGR individuelle centrée sur l'élevage du caprin. Il en tire profit tant du point de vue sous-produits de l'élevage (fumier qu'il utilise dans la fertilisation de ses champs) que d'autres profits issus de la vente des chèvres dans le cadre de la réforme (éviter la consanguinité) de son cheptel caprin. « L'argent que je tire me permet de payer les frais de scolarité de mes enfants », dit-il avec des yeux brillants.

Aïcha Kamariza est membre de l'association dénommée Tusaidizane. Elle a 16 poules toutes pondeuses grâce au projet FAIR 1. « J'ai commencé avec très peu de poules mais le nombre a augmenté au fur du temps. Je vais bientôt avoir une centaine des poules ou même plus », espère-elle. Son ménage va encore plus en profiter.

Impact sur l'agri-élevage et la sécurité alimentaire

En contribuant à l'accroissement des rendements de certaines cultures comme le haricot, le manioc, la pomme de terre, le riz et le blé, grâce à l'utilisation des intrants (fumier organique, engrais et produits phytosanitaires), le projet FAIR 1 a contribué à l'amélioration de la sécurité

alimentaire et à l'intégration à l'agriculture de marché.

En autorisant aux bénéficiaires d'acheter des vaches, des chèvres, des porcs et des lapins, le projet a contribué au repeuplement du cheptel bovin. En permettant d'accroître l'utilisation des intrants agro-pastoraux (semences sélectionnées, fumier et engrais), le projet a contribué au développement d'une agriculture créatrice de richesse et garantissant la sécurité alimentaire.

Les 24 associations appuyées par le projet FAIR 1 depuis 2021 ont toutes créé de revenus avec des micro-projets. Les membres en profitent et l'impact du projet FAIR 1 va encore plus loin.

En appuyant des associations avec des membres à croyances religieuses différentes, le projet a contribué à l'amélioration de la cohésion sociale. Sur les collines, les conflits ont diminué. Suite à la bonne gestion des biens des associations (transparence et limitation/éradication des fraudes) et le partage des dividendes, la cohésion sociale entre les membres s'est accrue. Dans les ménages des bénéficiaires, les maris saluent la contribution de leurs épouses au budget familial, ce qui accroît le niveau d'entente des époux.

Les associations nouent actuellement des bonnes relations avec d'autres acteurs étatiques et non étatiques et sont affiliées à des institutions de microfinance pour des crédits solidaires.

Renforcement du statut social de la femme

La représentativité des femmes dans les organes de prise de décisions a été un aspect positif, car elle inspire les autres femmes à adhérer au mouvement associatif et coopératif en se sentant fières d'être écoutées et de servir de modèle au même titre que les hommes. La représentativité des femmes dans les organes des associations est 64%.

Le projet FAIR 1 a contribué à la diminution de la mendicité des veuves et au changement de statut social des membres des associations (cas des bénéficiaires, au départ employés, devenus employeurs ; valorisation des filles mères jadis exclues par la communauté).

En permettant aux bénéficiaires d'exercer des métiers non traditionnels, comme entre autre la fabrication de serviettes hygiéniques réutilisables par les femmes



Aïcha Kamariza de l'association TUSAIDIZANE

rurales et abordables dans la communauté à Gishubi, le secrétariat public à Nyamugari-Gitega ou la vente de brochettes grillées à Giheta, le projet FAIR1 a contribué au renforcement du secteur des services et à la création de l'emploi.

La santé s'est améliorée

En permettant aux bénéficiaires d'améliorer la ration alimentaire (par exemple, grâce à la possibilité offerte de consommer régulièrement du sel, de l'huile de palme, etc.) le projet a contribué à l'amélioration de l'état de santé de la population.

Permettant aux membres des associations d'acheter des cartes d'assurance-maladie (CAM), le projet a contribué à l'amélioration de l'accès aux soins de santé. Et grâce à la CAM, les membres des associations sont capables de bénéficier des soins de santé dans des structures de santé privées, réputées chères.

En ouvrant des débouchés à Bujumbura, les bénéficiaires contribuent aux échanges inter provinciales (une des priorités du ministère ayant le commerce dans ses attributions).

En permettant aux bénéficiaires de retaper leurs maisons et d'accéder à l'éclairage (l'énergie solaire) le projet a contribué à l'amélioration de l'habitat. C'est le cas de l'association Sagarara Chiro à Gishubi,

Les expériences réussies dans les associations ne laissent pas indifférentes les communautés en dehors des bénéficiaires du projet. Certaines d'entre-elles n'hésitent pas à imiter ces expériences ou tout simplement à solliciter l'adhésion aux associations. Le projet a fait tache d'huile grâce à l'effet de démonstration. Les autorités locales de Gitega y compris le Gouverneur ont déjà visité le projet FAIR 1 à plusieurs reprises.

Le projet FAIR 1 a été pertinent au fait qu'il s'est choisi des objectifs nobles qui touchent directement l'idéal du bien-être de la personne humaine et de toute son intégrité à agir dans le sens de permettre aux bénéficiaires d'être le maître de son destin. Une autre phase du projet vient de démarrer, pour trois années.

Live Irakoze, Chargée du suivi et accompagnement, FAIR 1
Pierre Gahungu, Coordinateur du projet FAIR 1



EIRENE Grands Lacs et ses Partenaires

Le service chrétien international pour la Paix EIRENE est engagé pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs depuis 2007. Il a entamé en octobre 2021 son nouveau programme régional « Les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés (FeHoPaCo) », d'une durée de trois ans. Ce programme est mis en œuvre en partenariat avec quatre organisations du Burundi et de la République Démocratique du Congo (RDC). Il s'agit de trois organisations du Burundi : L' Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO), CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi (MPB) ainsi qu' une organisation de la RDC (Sud-Kivu) : Femmes Artisanas de Paix (FAP).

Le partenariat avec CHIRO-Burundi se fait à travers le projet « Amahoro II » et celui avec FAP à travers le projet « Tuvumiliane (tolérons-nous les uns les autres) ». Avec AFJO et MPB, EIRENE met en œuvre le projet transversal « Médias, Paix et Genre (MPG) ».

A part le programme FeHoPaCo, EIRENE Grands Lacs et Pain Pour Le Monde (PPLM) mettent en œuvre avec 04 partenaires locaux de Gitega le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR I) » pour lier les actions de paix à celles de développement.



Nos films documentaires sur YouTube :

Vivre coûte que coûte...

Quand la nature nous fait des coups
Les rapatriés, face à une nouvelle vie!

Les Batwa, les oubliés chez eux

Misisi – Quand l'or fait des misérables

EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs

L'or et la misère – La lutte d'OGP pour la justice

Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité

CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement